



**PRÉFET
DE L'YONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général aux affaires départementales
Bureau de l'environnement**

Arrêté préfectoral n° PREF-SGAD-BE-2025-0033

du 28 FEV. 2025

**portant prescriptions complémentaires à la société BREGER CENTRE
pour les installations qu'elle exploite sur le territoire de la commune de MAILLOT**

Le Préfet de l'Yonne,

Vu la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

Vu la décision d'exécution (UE) 2020/2009 de la commission du 22 juin 2020, publiée au Journal officiel de l'Union européenne le 9 décembre 2020 établissant les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles, pour le traitement de surface à l'aide de solvants organiques, y compris pour la préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.181-14, R.181-45, et R.515-58 à 84 ;

VU le décret du Président de la République du 16 mars 2022 nommant Monsieur Pascal JAN, préfet de l'Yonne ;

VU le décret du Président de la République du 22 juillet 2022 nommant Madame Pauline GIRARDOT, sous-préfète, secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne ;

Vu la nomenclature des installations classées modifiée ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique 3670) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 novembre 1989 autorisant Monsieur le Directeur de la société BREGER à exploiter un atelier de reproduction graphique sur le territoire de la commune de MAILLOT ;

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF-SAPPIE-BE-2019-571 du 26 novembre 2019 portant modification de l'autorisation accordée à la société BREGER CENTRE pour l'exploitation d'un atelier de reproduction graphique situé sur le territoire de la commune de MAILLOT ;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF/SAPPIE/BCAAT/2023/0390 du 14 septembre 2023 donnant délégation de signature à Madame Pauline GIRARDOT, sous-préfète, secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne ;

Vu le rapport de base et le dossier de réexamen remis par l'exploitant en date du 17 novembre 2022 ;

Vu la demande de compléments relatifs à l'instruction du dossier de réexamen en date du 28 mars 2023 ;

Vu le rapport de l'inspection du 8 juillet 2024 faisant suite à la visite du 24 juin 2024 ;

Vu les compléments apportés par l'exploitant en date du 23 juillet 2024 en réponse à cette inspection ;

Vu le rapport d'instruction du 19 décembre 2024 établi par la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne Franche-Comté sur la demande précitée ;

Vu le projet du présent arrêté porté à la connaissance de l'exploitant en date du 28 janvier 2025 ;

Vu l'absence d'observation de la part de l'exploitant sur ce projet ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de mettre à jour la situation administrative de l'établissement suite à l'évolution de la réglementation applicable, et tout particulièrement suite à la publication des conclusions MTD pour le traitement de surface à l'aide de solvants organiques ;

CONSIDÉRANT qu'il convient par ailleurs de revoir et de mettre à jour les prescriptions portant sur la cessation d'activité, les rétentions et la surveillance des sols et des eaux souterraines, afin d'assurer la conformité de l'autorisation aux exigences de la directive IED susvisée et conformément aux articles R.515-60 à 62 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les conditions rendant obligatoire une consultation du public et des communes (prévues à l'article L. 515-29-I du code de l'environnement) ne sont pas remplies et que dès lors une telle consultation n'a pas été menée ;

CONSIDÉRANT que les conditions rendant obligatoire une consultation du Conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques (CoDERST), prévues à l'article R. 181-45 du code de l'environnement, ne sont pas remplies et que, dès lors, une telle consultation n'a pas été menée ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1 : MISE À JOUR DE LA SITUATION ADMINISTRATIVE

Le tableau de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral n° PREF-SAPPIE-BE-2019-571 du 29 novembre 2019 susvisé est remplacé par le tableau ci-dessous :

| Rubrique | Régime | Désignation des installations | Niveau d'activité |
|----------|--------|---|---|
| 3670 | A | Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique : 2. supérieure à 200 tonnes par an pour les autres installations que celles classées au titre du 1 | 230 tonnes par an Rubrique (IED) |

| Rubrique | Régime | Désignation des installations | Niveau d'activité |
|----------|--------|--|--|
| 2450.2 | A | <p>Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que le métal, papier, carton, matières plastiques, textiles etc. utilisant une forme imprimante</p> <p>A) Offset utilisant des rotatives à séchage thermique, héliogravure, flexographie et opérations connexes aux procédés d'impression quels qu'ils soient comme la fabrication de complexes par contrecollage ou le vernissage si la quantité totale de produits consommée pour revêtir le support est :</p> <p>a) Supérieure à 200 kg/j</p> | <p>Impression par héliogravure et contrecollage</p> <p>Quantité totale de produits consommés de 2 900 kg/j</p> |
| 2910.a | DC | <p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>a. lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du bio méthane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :</p> <p>2. supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW.</p> | <p>Une chaudière fonctionnant au gaz naturel d'une puissance unitaire de 1,45 MW</p> <p>et un incinérateur de COV de 1,2 MW,</p> <p>soit une puissance thermique maximale de 2,65 MW</p> |
| 2915 | D | <p>Procédé de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles</p> <p>2. lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides, la quantité totale de fluides présente dans l'installation étant supérieure à 250 l</p> | Chaudière à fluide caloporteur huile |
| 4331 | DC | Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 | <p>Quantité maximale de produits : 77,5 tonnes</p> <p>Quantité maximale de déchets : 5 tonnes</p> <p>Soit 82,5 tonnes</p> |
| 2445.2 | D | <p>Transformation de papier, carton</p> <p>2. supérieur à 1 t/j, mais inférieure ou égale à 20 t/j</p> | Transformation, découpe, collage des emballages, la quantité de matière susceptible d'être traitée étant de 15 tonnes par jour |
| 2661.2 | D | Transformation de polymères par tout procédé exclusivement mécanique | Façonnage, découpe, collage des emballages, la quantité de matière susceptible d'être traitée étant de 15 tonnes par jour |

| Rubrique | Régime | Désignation des installations | Niveau d'activité |
|----------|--------|---|--|
| 2663.2 | D | Stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères à l'état non alvéolaire | Stockage des matières premières (bobines neutres), des produits semi-finis (en attente de transformation) et des produits finis, le volume susceptible d'être stocké étant de 1 500 m ³ |
| 4510 | NC | Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1 | 6,6 tonnes |
| 4511 | NC | Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2 | 0,6 tonnes |
| 1185-2 | NC | Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe 1 du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (UE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n°1005/2009 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation | 68,25 kg de réfrigérant (R407c-R410a) |

A : autorisation ; E : enregistrement ; D : déclaration ; DC : déclaration avec contrôle

Le paragraphe suivant est ajouté à la fin de l'article 1.2.1 de l'arrêté n° PREF-SAPPIE-BE-2019-571 du 26 novembre 2019 susvisé :

« 1.2.1^{er} rubrique principale IED

*Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la **rubrique 3670-2 relative au traitement de surface de matières**, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique, avec une capacité supérieure à 200 tonnes par an pour les autres installations que celles classées au titre du 1, et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles relatives au traitement de surface à l'aide de solvants organiques (document BREF STS). »*

ARTICLE 2 : CESSATION D'ACTIVITÉ / REMISE EN ÉTAT

Le paragraphe suivant est ajouté au chapitre 1.4 de l'arrêté n° PREF-SAPPIE-BE-2019-571 du 26 novembre 2019 susvisé :

« En outre, les dispositions spécifiques du code de l'environnement en matière de mise à l'arrêt définitif des établissements relevant de la directive IED (art. R.515-75) sont applicables à l'établissement, y compris si l'arrêt ne libère pas du terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage.

L'exploitant veille par ailleurs, pour toute nouvelle mise en place d'unité / équipement, à la bonne application des dispositions décrites dans son dossier de réexamen vis-à-vis de la MTD 1 xiv), MTD reprise au point 2.1.xiv de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 3 février 2022. »

ARTICLE 3 : CONFORMITÉ AU DOSSIER

L'intitulé du chapitre 1.4 de l'arrêté n° PREF-SAPPIE-BE-2019-571 du 26 novembre 2019 susvisé est modifié pour devenir :

« Conformité aux dossiers (notamment dossier de demande d'autorisation et dossier de réexamen) et modifications. »

Le paragraphe suivant est ajouté à la suite du premier paragraphe de l'article :

« L'exploitant applique les dispositions décrites dans son dossier de réexamen vis-à-vis des MTD 1 à 7 des conclusions du BREF STS. »

ARTICLES 4 : SURVEILLANCE DES SOLS ET DES EAUX SOUTERRAINES

Au vu de l'absence de surveillance des effets de l'installation sur les sols et les eaux souterraines, et au vu de l'obligation de surveillance imposée par l'article R.515-60 du code de l'environnement, sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection une proposition de programme de surveillance des sols et des eaux souterraines en cohérence avec les conclusions du rapport de base.

L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, tuyauteries, conduits d'évacuations divers, etc.).

La surveillance périodique de la qualité des sols et des eaux souterraines est effectuée au moins tous les dix ans et porte au minimum sur les substances identifiées dans le rapport de base. Les prélèvements et analyses sont réalisés par un organisme agréé aux frais de l'exploitant. Cette surveillance est réalisée en adéquation avec :

- les zones à risques, définissant l'emplacement des piézomètres et des points de prélèvement ;
- les paramètres identifiés dans le rapport de base.

À l'issue de chaque campagne de prélèvements, l'exploitant procède à une interprétation des résultats obtenus portant sur l'évolution des résultats par rapport aux années précédentes.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées en cas d'anomalie ou de pollution suite aux résultats des analyses précédemment citées. En cas d'anomalie détectée sur les résultats de mesures, l'exploitant propose un suivi renforcé et des mesures pour déterminer l'origine de la pollution et en réduire les effets.

En outre, l'exploitant veillera à fournir à l'inspection des installations classées les résultats de la surveillance des eaux souterraines et des sols. Le premier envoi doit être complété d'un plan explicitant la localisation des ouvrages de prélèvement, précisant leurs caractéristiques.

ARTICLE 5 : CAPACITÉS DE RÉTENTION ET CONFINEMENT DES EAUX D'EXTINCTION

L'exploitant prend toutes dispositions pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, tuyauteries, conduits d'évacuations divers, etc.).

ARTICLE 6 : NOTIFICATION ET PUBLICITÉ

Le présent arrêté est notifié à la société BREGER CENTRE

En vue de l'information des tiers :

- 1° une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune de MAILLOT et peut y être consultée ;
- 2° un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de MAILLOT pendant une durée minimale d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture de l'Yonne ;
- 3° le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Yonne pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

ARTICLE 7 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au Tribunal administratif de Dijon :

- 1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié ;
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44,
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Leur exercice interrompt les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

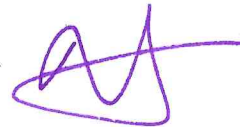
ARTICLE 8 : EXÉCUTION ET DIFFUSION

Madame la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne et Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- Madame la Sous-préfète de Sens,
- Monsieur le Maire de MAILLOT,
- Madame la Directrice départementale des territoires de l'Yonne,
- Monsieur le Directeur général de l'Agence régionale de santé Bourgogne-Franche-Comté,
- Monsieur le Responsable de l'Unité interdépartementale Nièvre/Yonne de la DREAL.

Fait à Auxerre, le **28 FEV. 2025**

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-préfète,
Secrétaire générale



Pauline GIRARDOT